

Au fil du temps... avec

Jean-Pierre Chevenement

« Se ressaisir pour réussir »

Intervention de Jean-Pierre CHEVENEMENT à la Convention Nationale du PS le 29 mai 1983

Chers Camarades,

C'est la première fois que je m'exprime publiquement depuis mon départ du Gouvernement.

J'ai quitté le Gouvernement très normalement car il ne peut pas y avoir deux politiques au Gouvernement.

Mais il peut y en avoir deux à l'intérieur du parti.

Ainsi à Metz, il y en avait deux politiques, l'une majoritaire, l'autre minoritaire...

Si j'ai réservé aux responsables du PS l'expression de ma pensée sur le cours politique actuel, c'est que j'ai toujours pris notre parti au sérieux et j'espère que vous prendrez ce que j'ai à vous dire aujourd'hui comme une marque de considération vis-à-vis des responsables que vous êtes.

La V^e République est aussi une République.

Or, il n'y a jamais eu de République sans républicains.

A plus forte raison je ne pense pas qu'on puisse regarder le parti comme mineur, le traiter comme un simple rouage de l'Etat. Au contraire. Le problème est aujourd'hui le suivant : si les socialistes ne maîtrisent pas l'Etat, c'est l'Etat non maîtrisé, c'est-à-dire l'Etat d'avant avec ses habitudes, avec ses routines, modelé par les intérêts qu'il a été façonné pour servir, qui, en définitive maîtrisera les socialistes. C'est pourquoi le PS doit être l'instrument de salut.

Le salut ne peut pas venir seulement d'en haut mais aussi d'en bas. C'est l'originalité de notre conception du socialisme, le socialisme autogestionnaire que de lier le mouvement d'en haut, l'action gouvernementale et le mouvement d'en bas, c'est-à-dire l'initiative décentralisée des citoyens, des producteurs et des collectivités, dans une cohérence d'ensemble qui ne peut venir que d'un projet historique partagé. D'un logiciel commun.

Les décisions - chacun peut l'observer - sont gouvernées par les rapports de forces.

Or tout le monde pourrait s'exprimer en France ? La droite tiendrait le haut du pavé, les corporatismes déferleraient dans la rue !

Et seul le PS n'aurait le droit que de se taire !

Notre rôle est d'organiser le parti de la réussite. Nous en sommes tous comptables ! L'histoire nous jugera, et d'autant plus sévèrement qu'à la différence de ce qui s'était passé sous le Front populaire, le peuple nous a donné en 1981 toutes les responsabilités.

I Prenons-nous aujourd'hui le chemin de la réussite?

Si je le pensais, je n'aurais pas quitté le Gouvernement. Oh certes je ne sous estime pas le bilan de tout ce qui a été accompli. Je sais à quel point la tâche du Gouvernement peut être rude.

Mais s'agissant de la politique économique à laquelle je bornerai mon propos, je ne crois pas que ce serait servir demain le socialisme que de farder aujourd'hui la vérité.

« Le courage, disait Jaurès, c'est de chercher la vérité et de la dire ».

A/ Or le moins qu'on puisse dire est que la politique choisie repose sur une conception qui n'a rien de particulièrement socialiste.

En effet il s'agit d'une politique classique, déjà engagée en 1982, de réduction de la demande.

Le plan décidé en mars 1983 représente une ponction de 65 Milliards de Francs sur le revenu national qui a l'inconvénient de paraître comme la critique en acte de la politique dite de relance de 1981.

Or contrairement à ce qu'on dit, ce n'est pas la relance qui a créé le déficit de notre commerce extérieur. Ce déficit préexistait, vous le savez bien, et l'envolée du dollar est largement responsable de son gonflement.

Le déficit venait du décalage des conjonctures entre la France et ses principaux partenaires (Allemagne, Angleterre, Etats-Unis). Tout se passe donc comme si la politique gouvernementale actuelle avait pour philosophie implicite : il faut assurer la convergence des politiques économiques, la mise à niveau des conjonctures, bref l'idée que nous ne sommes pas maîtres de notre politique ou que nous dépendons des autres. Ce qui n'est pas entièrement faux mais ce qui n'est pas non plus toute la vérité. Ainsi, comme sœur Anne, nous attendons la reprise américaine qui déjà en 1982 nous a fait défaut. C'est là un étrange paradoxe que de voir les socialistes compter en définitive pour le succès de leur politique sur la capacité du capitalisme à surmonter sa crise : Après tout si M. REAGAN avait raison ? et s'il réussissait ?

Un tel acte de foi aboutirait à la renonciation à ce qui fait l'originalité de notre conception qui a toujours privilégié l'action sur les structures par le plan et le secteur public.

Aussi bien, cette perspective - la reprise - n'est pas la plus probable, du fait de la lenteur de sa propagation (nous vendons fort peu aux Etats-Unis). Dès lors se pose la question de savoir à quel horizon il faut se placer pour juger du succès ou de l'échec : 6 mois comme l'indiquait Lionel JOSPIN ou 18 mois comme le demande J. DELORS ?

Outre qu'il est toujours imprudent de fonder son action sur une hypothèse optimiste, je crains que dans 18 mois il soit bien tard pour redresser la barre car au début de 1985 nous serons déjà dans la campagne des législatives !

B/ Les conséquences à attendre de cette politique ne sont malheureusement dès aujourd'hui que trop claires :

La courbe du **chômage** remontera dès juillet. La diminution des offres d'emploi est déjà très sensible.

Je ne pense pas par ailleurs que cette régulation par la demande réduise l'**inflation** qui en France est une inflation par les coûts à moins que, comme aux Etats-Unis, on veuille obliger les salariés à toutes les concessions et en particulier à accepter l'amputation de leurs salaires.

Le plus grave risque c'est **la réduction des investissements**.

Les entreprises n'investissent pas sans carnets de commandes.

Les responsabilités que j'ai exercées m'ont très vite convaincu qu'on **ne peut pas déconnecter la politique industrielle de la politique économique générale**.

Or, si l'investissement, déjà très bas depuis plus de dix ans, continue à chuter, je me demande où va passer notre grand dessein de réindustrialisation.

C/ Est-ce ce qu'il est convenu d'appeler, improprement d'ailleurs, le « plan DELORS », a au moins quelques chances de réussite ?

Peut-il mettre un terme au processus d'endettement dans lequel la France est engagée ?

La réponse est malheureusement négative :

Le déficit en 1983 sera selon les meilleurs experts d'au moins 60 Milliards de Francs. Ce n'est pas tolérable.

Les sorties de capitaux ont atteint 80 Milliards de Francs en 1981 et près de 30 en 1982. Elles continuent faute que les anticipations sur le franc aient été durablement renversées. Le déficit des invisibles, phénomène nouveau, va s'alourdir avec le poids rapidement croissant de la dette.

Bref les mesures adoptées - que je ne critique pas en elles-mêmes - sont trop dures pour ce qu'elles ont de mou et trop molles pour ce qu'elles ont de dur. Elles ne suffisent pas à écarteler l'hypothèse que la France doit recourir un jour aux prêts du F.M.I. avec les conditions qu'on sait, qui signifieraient la ruine de notre entreprise.

2) Les mesures adoptées nous mettent-elles à l'abri d'un nouvel ajustement monétaire ?

Tant que le différentiel d'inflation avec l'Allemagne n'est pas réduit, la seule question qui se pose est de savoir quand aura lieu ce nouvel ajustement, tant il est vrai, comme l'avait rappelé le Président de la République le 23 Mars dernier, que nos dévaluations successives ne sont que la conséquence de notre excès d'inflation.

Rester dans un système de parités fixes, dans l'état actuel de l'économie française et de l'environnement international, c'est poser sa tête sur le billot de la spéculation, s'offrir au cou-teau de tous ceux qui aspirent à mettre à mort notre entreprise.

Est-ce cela que nous voulons ? Nous, non ! mais d'autres oui !

Bref, pour sauvegarder nos réserves, il faut flotter... étant bien entendu que le flottement, si on n'a plus de réserves, ne nous permet pas forcément de les reconstituer !

Bref, ce qu'on appelle le « Plan Delors » peut être un élément d'une politique dont la cohérence reste à définir. Il n'est pas en lui-même une politique.

D/ S'agit-il alors d'une « parenthèse », selon l'expression de Lionel JOSPIN, ou d'un « moment », comme l'a dit André -LAIGNEL ?

Bref s'agit-il de mesures d'urgence adoptées sous la pression des nécessités ?

Il y a malheureusement trop de signes en sens contraire.

Il peut arriver qu'on dise le contraire de ce qu'on a annoncé mais il faut alors pouvoir s'en expliquer.

1) Nous avons toujours énoncé que la régulation par le Plan devait l'emporter sur la régulation par le marché.

Or le 9^e Plan, dépourvu d'objectifs chiffrés, aussi bien que d'un noyau dur d'engagements qui constitueraient des moyens garantis, s'inscrit dans la tradition des 6, 7^e et 8^e Plan. C'est un exposé des motifs sans dispositif.

2) Nous prônions une politique industrielle appuyée sur le secteur public mais la mise en œuvre des nationalisations bute sur ce concept ambigu d'autonomie de gestion. Qu'on m'entende bien : je suis plus que quiconque favorable à l'autonomie de gestion, dès lors qu'elle se situe en aval et non pas en amont des grandes orientations de la politique industrielle. Plus que jamais je crois au rôle d'entraînement que peuvent jouer les entreprises publiques sur le reste de l'économie. Pour y croire, il n'y a pas besoin d'être marxiste, il suffit d'avoir lu François FERROUX !

Après avoir renoncé à la relance par la consommation, il ne faudrait pas renoncer à la relance par l'investissement public qui ne dépend que de notre volonté, et pas davantage à la relance de l'effort de recherche, sérieusement mis à mal par la régulation budgétaire, malgré la loi d'orientation et de programmation votée l'an dernier.

3) Nous avons toujours souhaité mettre le crédit au service du développement industriel et économique.

Mais la réforme bancaire qu'on nous annonce est plus proche de l'immobilisme que de la révolution. La transformation de l'épargne liquide vers l'industrie n'est toujours pas envisagée. Les ressources du compte de développement industriel ne viendront pas en effet d'un livret d'épargne industrielle mais d'une épargne longue sur les possibilités desquelles on peut, à bon droit, s'interroger aujourd'hui.

Pas davantage on n'aperçoit les effets du moratoire annoncé par le Président de la République dans son discours de Figeac.

4) Enfin alors que nous avons toujours souhaité limiter le rôle du Ministère de l'Economie et des Finances, qui n'en voit aujourd'hui la puissance reconstituée ? Certes le Ministère de l'Economie et des Finances se doit d'être le gardien des grands équilibres mais non le maître de toutes les décisions. Chaque Ministère doit disposer de son enveloppe pour pouvoir être responsabilisé et adapter son temps de réponse aux exigences de la vie économique. Notre organisation gouvernementale mérite d'être revue si nous voulons être plus efficaces !

On me dira que j'ai tort de vous dire tout cela.

Croyez que j'y ai bien réfléchi. Ce n'est pas de gaieté de cœur que je vous le dis mais parce que je crois que c'est le seul moyen de faire avancer les choses et de préserver nos chances de réussite.

Lionel JOSPIN le disait il y a peu encore : « Le débat est l'oxygène du parti et le parti n'a pas débattu depuis 4 ans ! ».

Alors aujourd'hui on ne voudrait plus de débat, et cela justement parce qu'il y aurait un objet au débat !

A la question de savoir s'il s'agit d'une parenthèse, il faut répondre aujourd'hui car dans 18 mois il sera trop tard.

On croit ouvrir une parenthèse. Et puis on s'aperçoit que c'est un virage et bientôt, si on n'a pas réagi, celui-ci prend la figure du destin.

II D'où la nécessité d'organiser « le ressaisissement », pour la réussite.

Un nouvel élan est devenu nécessaire. On me dit qu'est-ce que vous proposez ?... (interruption dans la salle)

Eh bien vous pourriez déjà relire le Projet socialiste par exemple ! C'est plein d'idées dont on pourrait utilement s'inspirer...

On nous dit « il n'y a pas d'autre politique ». Mais n'est-ce pas la tendance de tout gouvernement de croire qu'il n'y a pas d'autre politique que la sienne ?

Si je parle, m'adressant à la conscience de chaque militant, c'est que la vérité me paraît le dernier recours pour redresser un rapport de forces qui est en notre défaveur.

A/ Tout d'abord il faut rester dans notre logique, celle du Projet socialiste. Montrer plus de fermeté pour faire appliquer nos orientations. Plus de vraie rigueur, au sens de la gauche : rigueur intellectuelle et morale, cohérence entre les objectifs et les moyens, et pas au sens que la droite donne à ce terme : austérité qui finit toujours par retomber sur les mêmes.

Il faut d'abord compter sur nous-mêmes et moins sur les autres, surtout quand ils sont nos adversaires. Mobiliser le peuple en lui disant la vérité, le peuple de gauche bien sûr, mais au-delà, le peuple tout entier, car ce serait avoir une vue bien courte de la nature humaine que de ne croire les hommes que par l'égoïsme à court terme.

B/ Nous devons ensuite hiérarchiser nos priorités

1) L'urgence c'est la réduction du déficit commercial qui doit être supprimé dans l'année.

Ensuite nous devons faire reculer le chômage, ce qui se passe par le maintien d'un certain taux de croissance et non d'abord par la réduction du temps de travail, qui soit alourdi-rait les coûts, soit diminuerait la masse salariale et nous enfoncerait encore plus dans la récession.

Ces deux objectifs doivent être atteints simultanément.

2) Enfin dans un deuxième temps il faut ramener le taux d'inflation au niveau de l'Allemagne. 8% c'est encore trop. Une « opération-vérité » est nécessaire, le plus vite possible. Elle doit consister à déplacer trois points du P.N.B., deux pour annuler le déficit commercial, un pour accroître de 40 Milliards le niveau de l'investissement industriel.

C/ Les mesures

L'énoncé de mesures concrètes tombe toujours soit dans l'indifférence - car il n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre - soit suscite avant même d'avoir été explicité, une levée de bouilliers.

Ainsi à peine évoquée l'hypothèse d'une sortie du S.M.E., façon de se donner de l'air, je m'amuse de voir tant d'esprits distingués, de M. Olivier CHEVRILLON à M. Alain MINC, et jusqu'au plus petit chroniqueur de mon journal de province partir en guerre contre les méfaits du « protectionnisme » et d'une « muraille de Chine élevée autour de notre pré carré ».

Ah si tant de bons esprits mettaient autant d'énergie à explorer les issues plutôt qu'à les condamner ! Que n'ont-ils d'ailleurs crié leur angoisse quand M. GISCARD d'ESTAING sortait du serpent monétaire européen ! Et que ne se penchent-ils aujourd'hui sur le funeste destin de la Grande-Bretagne qui est dans le serpent sans y être (la livre compte dans l'ECU mais flotte librement) et qui aura cette année le taux de croissance le plus élevé d'Europe !

Et comment leur échappe-t-il que l'Italie, par l'institution d'un dépôt préalable à l'importation, prend insensiblement le chemin du goulag ?

Mais c'est Monsieur BARRE, en définitive, qui dans la « Lettre de l'Expansion » donne le fin mot de l'affaire : « il faudrait - dit-il - sortir du serpent mais un gouvernement de gauche est trop discrédité pour le faire ». Tout le monde est ainsi

d'accord : un gouvernement de gauche n'a pas d'autre issue que de se laisser pousser dans la nasse. Eh bien c'est ce que nous refusons, même s'il est devenu presque impossible de dessiner les contours d'une autre politique.

Je m'y essaierai pourtant en donnant l'exemple de mesures pratiques :

- 1) Tout d'abord renégocier notre participation au Système monétaire européen soit en y adoptant le statut de la livre britannique soit en donnant une plus grande flexibilité à son organisation, par la réalisation d'ajustements fréquents mais de très faible ampleur.
- 2) Ensuite se donner le temps de remuscler notre économie.
 - a) en réduisant au moins provisoirement l'offre extérieure par une mesure sur les importations et si nécessaire par la mise en œuvre de clauses de sauvegarde temporaires sur certaines catégories de produits.
 - b) en stimulant l'offre intérieure - au lieu de la réduire comme c'est le cas aujourd'hui - et cela par une politique budgétaire et par une politique de crédit incitatives.
- 3) Transformer l'épargne liquide et l'orienter vers l'industrie ;
- 4) Faire jouer à l'Etat son rôle d'actionnaire et au secteur public son rôle d'entraînement.
- 5) Affirmer la fonction d'entrepreneur car il faut réconcilier la gauche et l'esprit d'entreprise, je parle évidemment des entrepreneurs entreprenants dont il faut faciliter les initiatives.
- 6) Combattre l'inflation à la racine en agissant sur la formation des prix et des revenus, ce qui suppose la mise en œuvre annoncée par le Président de la République d'une véritable « politique de la répartition ».
- 7) Accélérer les programmes d'économies d'énergie, sérieusement mis à mal par la régulation budgétaire, car c'est un moyen privilégié de desserrer la contrainte extérieure.
- 8) Pour la même raison maintenir le programme électronucléaire car il est notre seule source d'énergie nationale disponible en quantités illimitées, alors que nous sommes les seuls au monde à maîtriser cette industrie avec les Etats-Unis et l'U.R.S.S.
- 9) A cette fin prendre toutes les mesures nécessaires pour favoriser la pénétration de l'électricité dans l'industrie, notamment par la voie tarifaire pour permettre le maintien et la modernisation en France même de l'industrie de l'aluminium et du chlore et valoriser ainsi nos atouts nationaux.

Ce ne sont là que quelques exemples d'une politique cohérente de croissance et d'indépendance.

Mais bien entendu c'est l'équation politique de base capable de sous-tendre une telle politique, qui importe avant tout : il faut pour cela rassembler le pays autour de nous et non le diviser.

C'est possible sur des objectifs simples et accessibles : la République, la démocratie, la croissance, l'indépendance nationale.

Il y a un accord très large dans le pays pour ne pas revenir sur les avancées de Mai 81. Pour empêcher leur remise en cause, aussi bien par la récession que par la droite revancharde. C'est cette majorité là que nous devons rassembler. Pour construire une République moderne, une profonde réforme des mentalités est sans doute nécessaire. Peut-être faut-il se débarrasser de certaines idées fausses pour restaurer les valeurs du travail et de l'effort. Mais cela ne devrait pas nous gêner : ce sont les valeurs du Projet socialiste, celles de la connaissance, de la rigueur, de la mémoire et de la création.

Il y a dans le pays une majorité pour la réussite de la France. Sachons lui donner les moyens de s'exprimer.

La France avec un bon logiciel est un merveilleux matériel. Le Président de la République nous disait récemment : « Sans vous que pourrions-nous faire ? »

Mais le parti peut se tourner vers le gouvernement pour lui poser la même question, tant il est vrai que l'un ne peut rien sans l'autre.

François MITTERRAND nous a donné à Figeac un magnifique mot d'ordre « Résister et conquérir ».

Rien n'est jamais possible en effet si au départ il n'y a pas le courage et la volonté.

Il n'y a pas d'exemple en effet que quiconque - homme, collectivité, nation - l'ait jamais emporté dans l'Histoire en refusant le combat. Et mieux vaudrait en tout état de cause être défait en combattant qu'en ayant refusé le combat.

Votre responsabilité est immense : c'est d'organiser le parti de la réussite. Pour cela aujourd'hui résistons ! Demain nous conquerrons !